

Document sur l'économie

LA CROISSANCE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT SE MAINTIENT FACE AUX TURBULENCES FINANCIERES ET A LA FLAMBEE DES COURS DES DENREES ALIMENTAIRES ET DE L'ENERGIE

Malgré une forte volatilité, la présence des banques étrangères dans les pays en développement est encourageante

LE CAP, Afrique du Sud, le 10 juin 2008 - Dans un contexte marqué par les turbulences financières dans les pays à revenu élevé et la cherté des denrées alimentaires et de l'énergie, la croissance des pays en développement s'est ralentie mais demeure soutenue. Les apports de capitaux privés aux marchés émergents, qui ont franchi la barre du billion de dollars en 2007, devraient redescendre autour de 800 milliards de dollars en 2009 - ce qui reste quand même le deuxième record de tous les temps, selon un nouveau rapport publié par la Banque mondiale.

Financement du développement dans le monde 2008 prévoit un ralentissement de la croissance du PIB mondial qui passerait de 3,7 % en 2007 à 2,7 % en 2008, tandis que le taux de croissance extraordinaire des pays en développement en 2007 (7,8 %) devrait fléchir à 6,5 % en 2008.

« Le formidable essor du monde en développement contribue sans aucun doute à compenser la décélération brutale en cours aux États-Unis », a déclaré **Uri Dadush, Directeur du Groupe des perspectives du développement et du Département du commerce international à la Banque mondiale**. « Mais en même temps, la montée des pressions inflationnistes mondiales - en particulier les prix élevés des produits alimentaires et de l'énergie - pèse très lourdement sur de grands pans de population parmi les plus pauvres. »

La croissance des pays en développement de ces dernières années a été alimentée en partie par l'augmentation des flux de capitaux, notamment du fait des banques étrangères qui ont accru leur présence dans les pays en développement par des acquisitions ou en ouvrant des agences locales. Fin juin 2007, les créances étrangères détenues par les grandes banques internationales sur les résidents des pays en développement s'établissaient à 3,1 billions de dollars, contre 1,1 billion de dollars fin 2002.

« La présence des banques étrangères dans les pays en développement améliore l'accès au crédit et les services financiers, ce qui est susceptible de stimuler l'efficacité et l'innovation dans les banques locales », indique **Mansoor Dailami, chef de l'équipe Finances internationales dans le Groupe des perspectives du développement, et principal auteur du rapport**. « Néanmoins, l'onde de choc partie des marchés américain et européens a atteint certains marchés financiers des pays en développement, ce qui souligne la nécessité d'améliorer et mieux coordonner la réglementation financière, l'apport de liquidités et la gestion macroéconomique. »

Le rapport met en garde contre le risque d'un resserrement du crédit auquel seraient plus spécialement exposés les pays ayant de gros besoins de financement extérieur, surtout là où les apports de capitaux privés générateurs de dette dans le secteur bancaire ont favorisé un développement rapide du crédit intérieur, qui attise les tensions inflationnistes. En 2007 et 2008, plusieurs pays d'Europe et d'Asie centrale, ainsi que quelques-uns dans les régions Amérique latine et Caraïbes et Afrique subsaharienne, se trouvaient ainsi dans une situation très vulnérable.

Bien que certains pays à faible revenu soient entrés récemment sur le marché obligataire international, l'essentiel des apports de capitaux privés aux pays en développement vont à une poignée de grandes économies, dont les 4 pays du groupe BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). Les pays les plus pauvres restent toutefois tributaires de

l'aide publique, qui s'est encore inscrite en baisse en 2007. L'aide publique nette au développement versée par les pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE s'est élevée au total à 103,7 milliards de dollars en 2007, en recul par rapport au pic de 107,1 milliards de dollars en 2005.

CONCLUSIONS DÉTAILLÉES

- Il y a un an, les réserves de devises des pays en développement totalisaient 3,2 billions de dollars, beaucoup de pays affichaient une croissance économique solide, les marchés d'actions émergents s'étaient raffermis, et les spreads sur les obligations des marchés émergents avaient atteint des niveaux planchers. La crise des subprimes aux États-Unis a entraîné une nette détérioration des conditions de crédit. Même si les marchés émergents ont fait preuve d'une remarquable capacité de résistance jusqu'ici, la balance des risques s'est incontestablement orientée à la baisse.
- Néanmoins, malgré un léger fléchissement, le taux de croissance de 6,4 % anticipé pour les pays en développement à l'horizon 2009-10 se situe au-dessus de la moyenne de la première moitié de cette décennie (5,6 %) et est très supérieur à celle des années 80 et 90 (3,4 %). Ce phénomène est révélateur du bien meilleur potentiel de croissance que possèdent aujourd'hui les pays en développement grâce aux réformes structurelles et macroéconomiques entreprises ces dernières années.
- Les prix élevés des produits de base suscitent beaucoup d'inquiétude. Les cours mondiaux tant de l'énergie que des denrées alimentaires ont augmenté de 25 % en termes nominaux au deuxième semestre 2007. En ce qui concerne le pétrole, la hausse est principalement imputable à des années de sous-investissement et à une offre tendue. Pour les produits alimentaires et les matières premières agricoles, elle est due surtout à la demande de biocarburants aux États-Unis et en Europe, au prix élevé des engrais et de l'énergie pour les agriculteurs, et aux interdictions d'exportation sur les grandes cultures de base. Ces interdictions aggravent les pénuries sur les marchés mondiaux à court terme et peuvent limiter la réaction de l'offre au renchérissement des prix sur le long terme. En outre, les conditions météorologiques ont été défavorables à la production dans certains pays, et la spéculation sur les produits de base a également gonflé les prix. Ce sont les céréales qui ont grimpé le plus : au cours des premiers mois de 2008, les cours ont doublé par rapport à l'an passé.
- Les prix des denrées alimentaires et de l'énergie sont aujourd'hui le premier vecteur d'inflation dans les pays en développement, et les premières victimes en sont les populations les plus démunies, ce qui constitue une source de préoccupation majeure.
- Les apports nets d'IDE aux pays en développement et à revenu élevé sont restés en forte progression en 2007, avec des flux entrants mondiaux ayant totalisé 1,7 billion de dollars selon les estimations, dont un peu plus d'un quart aux pays en développement. Les apports nets d'IDE à l'ensemble des pays en développement ont atteint 471 milliards de dollars selon les estimations, une augmentation à mettre surtout sur le compte du Brésil (+16 milliards de dollars) et de la Russie (+22 milliards de dollars).
- La Chine est restée la première destination de l'IDE parmi les pays en développement en 2007, bien que sa part continue de décliner par rapport aux autres pays. Si l'environnement général reste propice à l'investissement étranger en Chine, certaines évolutions récentes ont compliqué les choses pour les entreprises étrangères souhaitant investir dans ce pays. En particulier, les pouvoirs publics chinois deviennent plus sélectifs concernant l'autorisation des projets d'investissement à participation étrangère.
- La présence des banques étrangères dans les régions en développement s'est renforcée pour différentes raisons : en Afrique subsaharienne à cause de la couverture limitée des infrastructures bancaires locales, en Europe et Asie centrale du fait de l'intégration régionale à l'Union européenne, et en Amérique latine par la volonté des États de s'ouvrir à la concurrence étrangère. Dans bon nombre de pays toutefois, les banques étrangères n'ont été autorisées à y prendre pied qu'après une crise financière ayant confronté les banques locales à une masse de prêts non productifs, et afin de donner un coup de fouet nécessaire au système bancaire.

- Aujourd'hui les banques étrangères ont plus de 2 000 bureaux locaux dans 127 pays en développement, dotant ainsi l'industrie bancaire internationale des infrastructures et des plates-formes technologiques indispensables pour enregistrer des opérations avec l'étranger, pas seulement depuis leurs sièges implantés dans les grands centres financiers, mais aussi à partir d'un grand réseau local d'agences et de filiales dans les pays en développement.
- Les pays particulièrement actifs sur les marchés interbancaires internationaux - le Brésil, la Chine, la Hongrie, l'Inde, le Kazakhstan, la Russie, l'Afrique du Sud, la Turquie et l'Ukraine - doivent s'inquiéter du risque que leurs banques nationales puissent rencontrer des difficultés de financement sur les marchés internationaux dans l'éventualité où les pressions sur les liquidités se maintiendraient à des niveaux élevés sur les marchés interbancaires.

(source : <http://www.banquemondiale.org>)